

Soutien au nouveau lieu autogéré, la caserne du Parc Sergent Blandan

Nous, associations, collectifs et individu-e-s de Lyon et d'Ailleurs, soutenons l'occupation de ces bâtiments au cœur de la ville par les artistes issus de la friche RVI.

Si nous soutenons cette occupation, c'est d'abord parce qu'il nous apparaît que les Friche-e-s sont légitimes dans leur démarche. L'incendie qui a détruit au soir du 19 décembre 2010 1/16ème de la surface globale de la friche RVI, (alors même que le tribunal de grande instance de Lyon avait confirmé en novembre et pour six mois encore la poursuite de la convention signée en 2004), ne nous semble en aucun cas justifier leur mise à la rue sans aucune solution véritable de relocalisation.

Le traitement réservé aux artistes nous paraît indigne d'une ville qui se veut « promotrices de toutes les cultures », car par ce geste, la mairie reconnaît explicitement que « toutes les cultures » n'ont pas la même valeur. Cultures de la rue, de la débrouille et de la solidarité, cultures des free party et de la musique libre, culture de l'auto-organisation, cultures de formes artistiques multiples et mobiles... Le problème, plus profond encore, c'est qu'à la Friche, il n'a jamais seulement été question de cultures mais non moins de vies auxquelles ces cultures n'ont jamais cessé d'être attachées, et que ces vies là, débordantes et remuantes, la mairie ne veut plus en entendre parler.

Nous pensons nécessaire qu'il existe à Lyon des lieux dans lesquels la culture ne soit pas séparée des autres dimensions de l'existence. En proposant la relocalisation sur le site de Lamartine, la tentative de la mairie nous apparaît aller dans un sens diamétralement opposé à nos aspirations : évaluer des « projets artistiques », individualiser des « démarches » et ce faisant retirer toute la puissance d'expérimentation sociale et créatrice de la Friche. Mais ce que la mairie n'a pas compris, et qui est attesté par cette occupation, c'est qu'à la Friche et maintenant dans ces nouveaux locaux, il n'est pas si évident de séparer l'art de l'existence, de séparer « projet artistique labellisable » et vie quotidienne et collective.

Le problème rencontré par la Friche n'est malheureusement pas un cas isolé ni spécifique à la création artistique. Plus largement, Lyon est rendue de plus en plus hostile aux populations considérées comme indésirables, la pénurie de logements accessibles et d'hébergements d'urgence, la surveillance accrue des espaces publics, l'expulsion systématique des habitats précaires ou les arrêtés municipaux visant la prostitution de rue sont autant de manières d'exclure peu à peu tous ceux et celles qui ne participent pas selon la mairie à une ville « attractive » économiquement. La qualité de vie à Lyon ne dépend pas pour nous de sa capacité à attirer touristes et investisseurs mais bien plutôt de permettre à tous et toutes de prendre place dans la ville.

Par le soutien que nous apportons en ce jour au collectif issu de la friche RVI, nous refusons avec lui les logiques de rentabilité économique, d'évaluation, d'individualisation et de qualification des pratiques culturelles. Nous refusons de voir les usagers et usagères de la Friche, et tous ceux qui comme eux et elles ne répondent pas aux critères de la marchandisation de l'espace urbain se voir contraints de disparaître de l'agglomération lyonnaise.